

## La contribution franco-allemande à la construction européenne

**Légende:** Le 27 novembre 1978, lors de consultations diplomatiques franco-allemandes à Bonn, Hans-Dietrich Genscher, ministre allemand des Affaires étrangères, et son homologue français Louis de Guiringaud, soulignent l'importance du couple franco-allemand dans le processus d'unification européenne.

**Source:** Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung. Hrsg. Presse- und Informationsamt der Bundesregierung. 30.11.1978, Nr. 141. Bonn: Deutscher Verlag. "Deutsch-französischer Beitrag zum Aufbau Europas", p. 1313-1315.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/la\\_contribution\\_franco\\_allemande\\_a\\_la\\_construction\\_europeenne-fr-a45ccdd-d2e6-4c42-81a5-90795c5870a5.html](http://www.cvce.eu/obj/la_contribution_franco_allemande_a_la_construction_europeenne-fr-a45ccdd-d2e6-4c42-81a5-90795c5870a5.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## La contribution franco-allemande à la construction européenne

### Discours de Hans-Dietrich Genscher (Bonn, le 27 novembre 1978)

Monsieur le Ministre des affaires étrangères, Cher Louis,

Il est tenu un compte exact des consultations semestrielles des chefs d'État et de gouvernement. La 32e de ces rencontres s'est tenue à Aix-la-Chapelle, en septembre dernier. Je ne sais plus très bien combien de fois, nous, les ministres des affaires étrangères, nous rencontrons. En effet, nos rencontres ne se limitent pas seulement au cadre des rencontres régulières du traité de l'Élysée. Parallèlement, nous travaillons ensemble tout aussi intensément au sein de comités multilatéraux où est traitée une grande partie des intérêts que partagent nos deux États. Malgré cela, nous sommes bien conscients que nos rencontres ne sont jamais aussi fréquentes qu'il le faudrait.

L'un de vos prédécesseurs a dit un jour qu'il ne saurait être question de politique étrangère française qui ne se fonde sur l'irréversibilité de la réconciliation franco-allemande. Il en va de même de la politique allemande. La réconciliation franco-allemande et la coopération franco-allemande qui s'appuie sur celle-ci n'avaient et n'ont pas seulement une portée historique pour nos deux pays, mais elles étaient et restent un impératif européen.

Les domaines que nous abordons ensemble sont de plus en plus nombreux. Il s'agit évidemment en premier lieu de notre coopération au sein du Conseil de la Communauté européenne et lors des rencontres ministérielles en matière de coopération politique européenne. Ce faisant, nous nous efforçons d'agir ensemble en faveur de la construction européenne qui repose sur l'entente franco-allemande. Nul doute que sans cette concertation toute tentative de créer une Union européenne serait vouée à l'échec, qu'elle qu'en soit sa structure.

Justement, on a pu constater à nouveau ces derniers mois la fertilité européenne engendrée par les relations franco-allemandes. Grâce aux efforts communs déployés, le projet visant à instaurer un système monétaire européen avance. Le projet d'adhésion à la Communauté de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal progresse également. Les élections directes au Parlement européen auront lieu l'année prochaine. La coopération franco-allemande joue également un rôle important pour l'efficacité de l'alliance nord-atlantique en matière de défense.

En dehors de l'Europe aussi, l'amitié franco-allemande a favorisé la détente de la situation internationale. Les deux pays s'efforcent, dans le cadre de l'initiative concernant la Namibie lancée par les cinq membres occidentaux du Conseil de sécurité des Nations unies, de parvenir à un règlement pacifique des problèmes en Afrique australe. Les relations de la Communauté européenne avec les pays ACP dans lesquelles nos deux pays jouent un rôle de premier plan témoignent de la dimension politique internationale de notre responsabilité commune. Les négociations sur la convention Lomé II sont en cours. Pour l'heure, elles sont menées sous la présidence allemande. Nous espérons qu'elles pourront être clôturées au cours du premier semestre 1979 sous la présidence française.

Ainsi, non seulement la continuité de la politique franco-allemande pour l'Europe, mais aussi sa richesse pour les États du tiers-monde se manifestent clairement. Dans le cadre des relations est-ouest, la collaboration entre nos deux pays revêt une importance considérable. Votre visite à Berlin et la reconnaissance que vous avez éprouvée envers cette ville, nous ne les avons pas oubliées. Vos propos à Berlin étaient l'expression de la certitude que nous partageons à propos de l'importance de Berlin pour la détente en Europe.

Aujourd'hui, les relations franco-allemandes influent sur les grandes questions qui ont trait à la politique internationale, à l'unification de l'Europe, aux problèmes du tiers-monde et aux relations est-ouest. Leur influence ne se limite pas à une action commune. En tant que pays voisins entretenant des relations amicales, nous sommes un exemple pour le reste du monde; nous avons démontré qu'en tirant les enseignements de l'histoire, il est possible de parvenir à une maturité politique et une volonté commune

d'action politique en faveur de la paix. Ce succès, nous le devons à la performance historique d'hommes d'État clairvoyants dans les deux pays au cours de ces trente dernières années.

Vous, Cher Louis, vous avez été en tant que membre de la Haute-Commission française en Allemagne de 1949 à 1952 à la fois témoin et acteur des premiers pas accomplis dans cette voie. Je sais que vous avez la même conception que moi de l'engagement qui en découle, un engagement que tout ministre des affaires étrangères, allemand et français, assure dans son mandat. Nous savons tous deux également que dans le cadre de notre travail nous répondons aux aspirations profondes des Allemands et des Français qui souhaitent entretenir des rapports de bon voisinage et d'amitié.

Nous en retirons la force et le courage pour ce qu'il nous reste encore à accomplir avant de parvenir à une Europe unie, à laquelle nous œuvrons ensemble. Nous sommes cependant aussi conscients que tout le potentiel de collaboration franco-allemande n'a pas encore été exploité, loin s'en faut. Le défi est permanent!

Cher Louis, cela fait quasiment deux ans jour pour jour que nous nous sommes rencontrés pour la première fois lors des consultations des ministres des affaires étrangères prévues par le traité de l'Élysée. Aujourd'hui, je voudrais que vous sachiez combien j'apprécie notre étroite collaboration et le climat de confiance qui s'est instauré dans notre dialogue. Je vous en remercie.

Mesdames et Messieurs, je lève maintenant mon verre et vous invite à porter un toast à la santé du président de la République française et à votre santé, Monsieur le Ministre, ainsi qu'à l'amitié française.

### **Discours de Louis de Guiringaud (Bonn, le 27 novembre 1978)**

Monsieur le Ministre et cher Collègue,

Je suis profondément touché par vos propos extrêmement aimables et les marques de sympathie à mon endroit, non seulement lors de ce dîner, mais aussi tout au long de cette visite que je réalise en tant que ministre des affaires étrangères dans la capitale fédérale.

La mission que m'a confiée le président de la République et dont je souhaitais moi-même qu'elle fût limitée dans le temps, touche désormais à sa fin. Même si je quitte ma fonction actuelle sans amertume aucune, j'éprouve cependant quelque regret et une émotion personnelle, qu'il m'est pratiquement impossible de dissimuler. Regret surtout parce que la collaboration de plus de deux ans avec des collègues comme vous prend fin, une collaboration que j'ai appréciée en raison de son caractère à la fois constructif, enrichissant et amical. Et l'émotion me gagne évidemment au moment où je m'appête à quitter le service de l'État après plus de 40 ans consacrés, en tant que diplomate, puis comme ministre, à la représentation et à la conduite de la politique étrangère de la France.

Je trouve particulièrement émouvant et très symbolique que la dernière mission de ma vie politique soit une visite en Allemagne, l'Allemagne démocratique, performante et européenne de 1978, le pays qui nous est le plus proche, le seul auquel nous soyons lié par un traité d'amitié et de coopération, ainsi que par un réseau institutionnalisé de consultations et d'action solidaire, et enfin, le pays dont l'union avec la France est un impératif absolu pour la construction d'une véritable union européenne qui s'inscrit dans la durée.

Aujourd'hui, Monsieur le Ministre, cela fait bientôt 50 ans de cela, je découvrais votre pays, et plus précisément Berlin où, jeune étudiant, je me familiarisais avec votre langue et votre culture. Par la suite, j'y suis souvent retourné et j'ai traversé le pays de la mer Baltique aux Alpes, du Rhin à l'Oder. D'année en année, je vis grandir les dangers pour la démocratie et la menace pour la paix. C'est avec un sentiment d'effroi et, malheureusement aussi, d'impuissance, que je vis, d'abord comme diplomate en poste, et par la suite, comme officier dans l'armée, le conflit se préciser, ce conflit qui a bien failli nous anéantir et dans lequel j'étais moi-même impliqué.

Même aux heures les plus sombres, je n'ai jamais cessé de croire au caractère inéluctable de l'amitié entre

nos peuples et ainsi à la nécessité absolue, après la chute du national-socialisme, d'œuvrer à une meilleure compréhension mutuelle et à l'amélioration de la coopération. Dès la fin de la guerre, j'eus l'occasion d'agir à cet effet, à travers ma participation aux négociations sur les conditions de rétablissement de la paix et mon aide, ici, au bord du Rhin, lors de l'introduction de l'ordre démocratique et fédérale qui est aujourd'hui le vôtre.

C'est dans ce bâtiment même, où vous m'accueillez ce soir, que j'ai, par un après-midi de mai 1952, avant mon départ pour un autre poste, pris congé de mes amis et de tous ceux qui ont œuvré avec moi en faveur de la paix. Les Communautés n'avaient pas encore vu le jour. Seule la CECA venait d'être créée. De nombreux impondérables pesaient sur l'avenir de l'Europe, et celui de la jeune République fédérale était encore incertain. Permettez-moi de vous exprimer ma joie sincère de voir réunis, ici, vingt-six ans plus tard, les représentants d'une Allemagne qui a souscrit avec sincérité et succès à la démocratie et à l'Europe.

Depuis la signature du traité de l'Élysée en 1963, nos deux pays disposent d'un cadre permettant à cette collaboration privilégiée de se développer; ce cadre, comme le savent l'une et l'autre partie, est tout simplement indispensable. Les rencontres au sommet qui se tiennent deux fois par an, les rencontres des ministres des affaires étrangères tous les trimestres et les innombrables rencontres d'experts dans les domaines les plus variés ont permis, sur cette base, de nouer un réseau déjà important d'action solidaire.

Pourtant, on peut se demander si toutes les possibilités qui s'offraient à nous ont été pleinement exploitées. Moi, personnellement, je me pose cette question lorsque, dans les relations franco-allemandes, je vois se manifester périodiquement des tensions et des désaccords alimentés et amplifiés par des campagnes de presse qui manquent parfois d'impartialité: «Le malheur du monde», comme l'écrivit Renan à la fin du siècle dernier, «est que la France ne comprend pas l'Allemagne et que l'Allemagne ne comprend pas la France». Depuis lors, nous avons accompli de grands progrès, et nulle part ailleurs dans le monde il n'existe deux pays dont les gouvernements entretiennent un dialogue aussi étroit et dont les dirigeants soient liés par une amitié aussi extraordinaire. Comment peut-on dès lors expliquer que l'opinion publique des deux côtés soit apparemment toujours encline à considérer et à commenter les événements qui se produisent outre-Rhin avec désapprobation et suspicion?

Je sais que chez nous, comme chez vous d'ailleurs aussi, il y a beaucoup de gens qui se sentent offensés par ces accusations non justifiées de leurs voisins. J'en suis à me demander s'il ne faut pas y voir tout bonnement le reflet des progrès accomplis. La France et l'Allemagne ont, depuis que ces deux pays sont enfin devenus amis, une conception plus exigeante de leur amitié.

De notre côté, nous fondons de grands espoirs dans l'Allemagne. Mais ce que nous attendons avant toute chose, c'est qu'elle soit elle-même. Ce n'est pas le succès économique de votre pays qui nous inquiète. Au contraire, il fait notre admiration et nous lui trouvons des effets stimulants pour la compétitivité. Nous souhaitons néanmoins que ce succès ne fasse pas perdre à votre pays ses traditions, sa culture, son identité et son attachement à une essentialité européenne.

De la même manière, vous nourrissez de grandes attentes de la France, mais non sans impatience à l'égard de certaines manières de procéder. En l'occurrence, il serait peut-être judicieux d'expliquer encore plus clairement que la France, contrairement à certains clichés qui nous présentent comme exagérément tournés vers le passé, est un pays jeune, travailleur et créatif et tient à le rester, et qui en tant que pays appartenant déjà dans divers domaines à l'avant-garde de la recherche et de la technologie, se soucie grandement de rester ouverte au monde, car la concurrence internationale qui repose sur des fondements stables et équitables est une condition propre à la dynamique d'une nation. En même temps, nous souhaitons cependant, comme vous, que ces progrès enrichissent notre patrimoine et les valeurs de notre civilisation et ne les détruisent pas, pour que l'Europe puisse exister à travers eux et ne devienne pas une structure sans âme.

L'Europe ne sera ni française ni allemande: si nous autres, Français et Allemands, parvenons à être non seulement des riverains au bord d'un même fleuve, mais aussi les bâtisseurs d'une maison commune, alors nous pouvons jeter, grâce à nos forces unies et équilibrées, les fondations d'une Europe européenne.

Tous nos partenaires savent, comme nous aussi d'ailleurs, que cette Europe-là suppose l'entente franco-allemande; nous en avons un peu plus la preuve à chaque nouvelle étape de cette longue route que nous avons choisi de suivre, du traité CECA à l'accord sur le système monétaire européen, qui sera conclu d'ici quelques jours.

Je suis heureux d'avoir participé à la construction de cette Europe à la place que j'ai occupée ces deux dernières années au cours desquelles de nombreux événements souvent dramatiques nous ont contraints à porter notre attention sur d'autres régions du monde. Mais ces événements n'ont fait que renforcer ma conviction de la nécessité d'une union plus forte, entre les gouvernements certes, mais aussi entre les peuples d'Europe.

Rien de ce que nous faisons en ce qui concerne l'Union européenne n'aura de caractère profond et durable, si nos peuples n'y sont pas associés. C'est pourquoi j'attache une grande importance à l'élection du Parlement de Strasbourg au suffrage universel direct.

Permettez-moi d'évoquer un autre souvenir personnel: en 1952 ou 1953, peu de temps après que j'eus cessé d'exercer les fonctions que j'occupais auprès de l'ambassadeur André François-Poncet, je rencontrai dans un studio de radio américain le Dr. Grewe, qui avait été l'un de mes interlocuteurs, en tant que collaborateur du Prof. Hallstein, lors des négociations de Petersberg. L'animateur de l'émission nous interrogeait sur l'avenir de la construction européenne. Je me souviens avoir dit que d'ici quinze ans nous aurions un Parlement européen élu au suffrage universel. Le Dr. Grewe ne me contredit pas. Je ne me suis trompé que d'une décennie. À l'époque, je ne pouvais pas m'imaginer qu'un jour j'aurais l'honneur de signer le document des Communautés consacrant cette décision de tenir une élection, et, ce qui était plus difficile, de défendre la décision du 20 décembre 1976 devant le parlement français, au nom du gouvernement. Je suis convaincu que le vote au mois de juin de l'année prochaine contribuera à renforcer l'idée européenne.

Je ne voudrais pas conclure cette allocution, Cher Hans-Dietrich, sans dire à quel point, dans le cadre de l'exercice de mes fonctions, les relations personnelles amicales qui sont nées entre nous m'ont aidé. J'ai toujours trouvé en vous un interlocuteur attentif, compréhensif, à la fois ouvert et direct. La sympathie qui s'est développée tout naturellement entre nous s'est révélée précieuse à maintes occasions, pour l'un comme pour l'autre. Elle accentue certainement la tristesse que j'éprouve aujourd'hui, même si je suis sans crainte quant au rôle futur que vous continuerez de jouer dans vos fonctions pour l'amitié franco-allemande.

Je voudrais inviter tous les amis réunis ici à lever leur verre à la santé du président Walter Scheel, à la santé du chancelier Helmut Schmidt, à votre santé, Monsieur le Vice-chancelier, à votre bonheur personnel et à une action couronnée de succès, à la France et à l'Allemagne, à leur amitié, à leur coopération et à leur contribution commune à la construction de l'Europe.